



CHAPITRE 134

Loi modifiant la charte de La corporation
interurbaine de l'Ile Jésus

[Sanctionnée le 27 avril 1961]

CHAPTER 134

An Act to amend the charter of The
interurban corporation of Ile Jésus

[Assented to 27th April 1961]

Préam-
bule.

ATTE^{NDU} que le Code municipal pré-
voit des conseils de comté et que
la Loi des cités et villes ne prévoit pas de
corporations interurbaines;

Attendu, qu'en conséquence, La corpo-
ration interurbaine de l'Ile Jésus a, par
sa pétition, représenté qu'il est nécessaire
pour la bonne administration de ses affaires,
que sa charte la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 116,
soit modifiée aux fins d'ob-
tenir certains pouvoirs spéciaux;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa
demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du
consentement du Conseil législatif et de
l'Assemblée législative de Québec, décrète
ce qui suit:

C.M., a.
88, remp.
pour la
corpora-
tion.

1. L'article 88 du Code municipal, rem-
placé pour la corporation par l'article 6
de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 116,
est de nouveau remplacé, pour la corpo-
ration, par le suivant:

"88. Le conseil de la corporation se
compose des maires de chacune des cités
et villes de l'Ile Jésus.

Ces maires portent au conseil le nom
de commissaires."

Interpré-
tation.

2. Pour les fins de la corporation, les
mots "préfet" et "membres" qui existent
dans les divers articles du Code municipal
sont remplacés respectivement par les
mots "président" et "commissaires".

Preamble.

WHEREAS the Municipal Code makes
provision for county councils but
the Cities and Towns Act makes no
provision for interurban corporations;

Whereas consequently the interurban
corporation of Ile Jésus has, by its petition,
represented that it is necessary for the
good administration of its affairs that its
charter, the act 7-8 Elizabeth II, chapter
116, be amended for the purpose of
obtaining certain special powers;

Whereas it is expedient to grant its
prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice
and consent of the Legislative Council and
of the Legislative Assembly of Quebec,
enacts as follows:

1. Article 88 of the Municipal Code, M.C., a.
replaced for the corporation by section 6 88, replac-
of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 116, is ed for
again replaced, for the corporation, by the corp.
following:

"88. The council of the corporation
shall be composed of the mayors of each
of the cities and towns of Ile Jésus.

Such mayors shall be called commis-
sioners, in the council."

Interpre-
tation.

2. For the purposes of the corporation,
the words "warden" and "members" in
the various articles of the Municipal Code
shall be replaced respectively by the
words "president" and "commissioners".

Vice-président.

3. Le conseil peut nommer un des commissaires comme vice-président de la corporation, lequel en l'absence du président ou pendant la vacance de cette charge, remplit les fonctions du président avec tous les privilèges, droits et obligations y attachés.

3. The council may appoint one of the commissioners as vice-president of the corporation who in the absence of the president or when that office is vacant, shall act as president with all the privileges, rights and obligations attached to such office.

C.M., a. 119, rempl. pour la corporation.

4. L'article 119 du Code municipal est remplacé pour la corporation par le suivant:

4. Article 119 of the Municipal Code is replaced for the corporation by the following:

"119. L'avis de convocation des séances spéciales du conseil, ainsi que l'avis de l'ajournement au cas de l'article 118, doit être donné aux membres du conseil au moins cinq jours avant le jour fixé pour la séance ou la reprise de la séance ajournée.

Cet avis peut être signifié ou expédié par poste recommandée."

"119. The notice of convocation of a special sitting of the council, as well as the notice of adjournment in the case mentioned in article 118, must be given to each member of the council at least five days before the date fixed for the sitting, or the resumption of the adjourned sitting.

Such notice may be served or forwarded by registered letter through the post."

Id., a. 77, rempl. pour la corporation.

5. L'article 77 du Code municipal est remplacé, pour les fins de la corporation, par le suivant:

5. Article 77 of the Municipal Code is replaced, for the purposes of the corporation, by the following:

"77. Sans préjudice des dispositions de l'article 428, la corporation, par résolution, est autorisée à accorder des frais de représentation au montant de soixante-quinze dollars par présence aux sessions mensuelles pour le président et cinquante dollars par présence aux sessions mensuelles pour chaque commissaire et ce, à compter du 1er janvier 1961."

"77. Saving the provisions of article 428 the corporation is authorized to grant, by resolution, representation expenses amounting to seventy-five dollars for each attendance at the monthly meetings, to the president, and fifty dollars for each attendance at the monthly meetings, to each commissioner, from the first of January 1961."

Réseau des routes inter-municipales.

6. La corporation a le pouvoir d'établir ou de modifier par règlement approuvé par au moins les deux tiers des commissaires et par le ministre des affaires municipales, un plan directeur montrant le réseau des routes inter-municipales déjà construites ou projetées dans son territoire, lequel plan peut être déposé soit en son tout ou en partie pour confirmation par la cour de juridiction compétente; la corporation pourra également établir, coordonner et améliorer, le cas échéant, mais de concert avec la ou les municipalités concernées, le ou les plans directeurs de cette ou ces municipalités; à ces fins la corporation est autorisée à utiliser les services d'ingénieurs professionnels, d'arpenteurs-géomètres, d'urbanistes et de tous autres experts.

6. The corporation shall have the power to establish, or amend by by-law approved by not less than two-thirds of the commissioners and by the Minister of Municipal Affairs, a master plan showing the system of intermunicipal roads already built or projected in its territory, which plan may be deposited either in whole or in part for confirmation by the court of competent jurisdiction; the corporation may also establish, coordinate and improve, if there should be occasion, but jointly with the municipality or municipalities concerned, the master plan or master plans of such municipality or municipalities; for that purpose the corporation is authorized to use the services of professional engineers, land-surveyors, town-planners and any other experts.

Interprétation.

Pour les fins du présent article "route inter-municipale" signifie une ou des routes desservant plus d'une municipalité.

For the purposes of this section, "inter-municipal road" means one or more roads serving more than one municipality.

Interprétation.

Dispositions applicables.

Les dispositions des articles 430 à 432 du chapitre 233 Statuts refondus de Québec, 1941 et amendements, s'appliquent *mutatis mutandis* auxdits plans directeurs.

The provisions of sections 430 to 432 of chapter 233 of the Revised Statutes of Québec, 1941, and amendments, shall apply *mutatis mutandis* to the said master plans.

Provisions to apply.

Assistance publique, etc.

7. La corporation est autorisée à conclure avec tout organisme de bien-être social toute entente relative aux services d'assistance publique, d'assistance sociale et de bien-être avec le consentement du conseil de la municipalité concernée et du ministre du bien-être social.

7. The corporation is authorized to make with any social welfare body any agreement respecting public charities, social assistance and welfare services with the consent of the council of the municipality concerned and of the Minister of Social Welfare.

Public charities, etc.

Taxe spéciale.

8. La corporation peut, par résolution, approuvée par au moins huit commissaires, imposer et prélever dans tout le territoire de l'Ile Jésus une taxe spéciale n'excédant pas deux pour cent de même nature et établie sur les mêmes bases avec les mêmes effets et sujette aux mêmes sanctions et exemptions *mutatis mutandis*, que la taxe actuellement en vigueur et prévue par le chapitre 88 des Statuts refondus de Québec, 1941, et amendements.

8. The corporation, by resolution approved by at least eight commissioners, may impose and levy, throughout the territory of Ile Jésus, a special tax not to exceed two per cent, of the same kind, established on the same basis, with the same effects and subject to the same sanctions and exemptions, *mutatis mutandis*, as the tax now in force and provided for by chapter 88 of the Revised Statutes of Québec, 1941, and amendments.

Special tax.

Approbation.

Cette résolution n'entrera en vigueur que sur l'approbation du ministre des affaires municipales et après publication d'un avis dans la *Gazette officielle de Québec* à l'effet que le ministre des affaires municipales a approuvé ladite résolution.

Such resolution shall come into force only upon the approval of the Minister of Municipal Affairs after publication of a notice in the *Quebec Official Gazette* stating that the Minister of Municipal Affairs has approved the said resolution.

Approval.

Achats à l'extérieur du territoire.

Toute personne résidant ordinairement dans le territoire de l'Ile Jésus ou y faisant affaires qui, elle-même ou par l'intermédiaire de toute autre, y apporte ou fait en sorte qu'il y soit apporté ou qu'il lui soit livré quelque bien mobilier, pour consommation ou usage dans le territoire de ladite Ile Jésus, doit immédiatement en faire rapport au secrétaire-trésorier de La corporation de l'Ile Jésus en lui transmettant ou produisant la facture, s'il y en a, avec tout renseignement que celui-ci pourra exiger, et, en outre, doit payer à la dite corporation sur le prix d'achat, la même taxe sur la consommation ou l'usage de ce bien qui eut été payée, si ce bien avait été acheté au même prix à une vente en détail dans ledit territoire de la corporation interurbaine de l'Ile Jésus.

Every person ordinarily residing within the territory of Ile Jésus, or carrying on business therein who, himself or through the instrumentality of any other person, brings or causes to be brought or delivered to him there any moveable property, for consumption or use in the territory of the said Ile Jésus, shall immediately report the matter to the secretary-treasurer of The corporation of Ile Jésus, transmitting or producing to him the invoice, if any, with any information which the secretary-treasurer may require and shall moreover pay to the said corporation, on the purchase price, the same tax on the consumption or use of such property as would have been paid if the property had been purchased at the same price at a retail sale in the said territory of The interurban corporation of Ile Jésus.

Purchases outside territory.

Percep-
tion de la
taxe.

La dite taxe est imposée et perçue dans le territoire de La corporation interurbaine de l'Ile Jésus au même temps, de la même manière, aux mêmes conditions avec les mêmes sanctions et exemptions, *mutatis mutandis*, que la taxe perçue en vertu du chapitre 88 des Statuts refondus de Québec 1941, et amendements.

Conven-
tions.

La corporation interurbaine de l'Ile Jésus est autorisée à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la perception de cette taxe dont l'imposition est permise par la présente loi.

Contrô-
leur du
revenu.

Ces conventions pourront autoriser le contrôleur du revenu de la Province à exercer tous les droits de La corporation interurbaine de l'Ile Jésus concernant la perception de la taxe de vente et les mêmes poursuites, pour infraction à la présente loi, que celles prévues à l'article 39*h* de la Loi du contrôle du revenu, (Statuts refondus, 1941, chapitre 73), telle que modifiée par la loi 14 George VI, chapitre 19.

Distribu-
tion.

Le revenu annuel provenant de la dite taxe sera distribué entre toutes les cités, villes ou municipalités du territoire de l'Ile Jésus au pro rata du nombre de leurs résidents permanents respectivement et suivant un recensement à être tenu par les dites cités, villes ou municipalités entre le premier janvier et le 31 mai de chaque année; la corporation pourra vérifier l'exactitude de ces recensements et les corriger au besoin.

Disposi-
tions
abrogées.

A compter de la date de l'imposition de ladite taxe par La corporation interurbaine de l'Ile Jésus, les articles de la loi ci-après mentionnés sont abrogés:

Article 16 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 83 (ville de l'Abord-à-Plouffe);

Article 18 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 87 (cité de St-Martin);

Article 6 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 104 (ville de Laval-des-Rapides);

Article 14 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 85 (cité de Pont-Viau);

Article 9 de la loi 15-16 George VI, chapitre 93 (ville de Ste-Rose);

Article 7 de la loi 14 George VI, chapitre 123 (ville de Laval-Ouest).

Entrée en
vigueur.

9. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

The said tax shall be imposed and collected in the territory of The interurban corporation of Ile Jésus at the same time, in the same manner, on the same conditions, with the same sanctions and exemptions, *mutatis mutandis*, as the tax collected under chapter 88 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and amendments.

The interurban corporation of Ile Jésus is authorized to enter into agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this act.

Such agreements may authorize the Comptroller of Provincial Revenue to exercise all the rights of The interurban corporation of Ile Jésus concerning the collection of the sales tax and the same proceedings for infringement of this act as are specified in section 39*h* of the Provincial Revenue Act (Revised Statutes, 1941, chapter 73), as amended by the act 14 George VI, chapter 19.

The annual revenue from the said tax shall be distributed among all the cities, towns or municipalities of the territory of Ile Jésus proportionately to the number of their permanent residents respectively and according to a census to be made by the said cities, towns or municipalities between the first of January and 31st of May in each year; the corporation may check the exactness of such censuses and correct the same, if need be.

From the date of the imposition of the said tax by The interurban corporation of Ile Jésus, the following provisions of law are repealed:

Section 16 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 83 (Town of L'Abord-à-Plouffe);

Section 18 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 87 (City of Saint-Martin);

Section 6 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 104 (Town of Laval-des-Rapides);

Section 14 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 85 (City of Pont-Viau);

Section 9 of the act 15-16 George VI, chapter 93 (Town of Sainte-Rose);

Section 7 of the act 14 George VI, chapter 123 (Town of Laval-West).

9. This act shall come into force on the day of its sanction.

Collection
of tax.

Agree-
ments.

Comp-
troller of
Provincial
Revenue.

Distribu-
tion.

Provisions
repealed.

Coming
into force.